



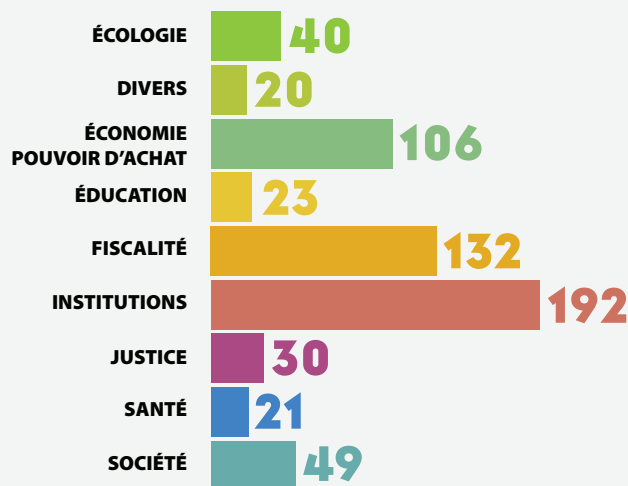
CAHIERS DE DOLÉANCES

LES CAHIERS EXPRESSIFS
ET REVENDICATIFS CITOYENS

Du mois de janvier jusqu'au 22 février dernier, la Mairie de L'Union a mis à la disposition des citoyens des cahiers de doléances à l'hôtel de ville et sur le site internet de la ville. Retrouvez ici un bilan d'ensemble des propositions qui ont été récoltées. Pour retrouver l'intégralité des suggestions, rendez vous sur le site de la ville, www.ville-lunion.fr rubrique cahiers de doléances.

Quelle méthode ?

Bien que quelques thèmes aient été suggérés, la parole était laissée libre. Pour procéder à l'analyse de l'ensemble des suggestions, après relecture de chacune des propositions, nous avons procédé à un classement en 9 grands domaines : écologie, économie/pouvoir d'achat, éducation, fiscalité, justice, institutions, santé, société et divers.

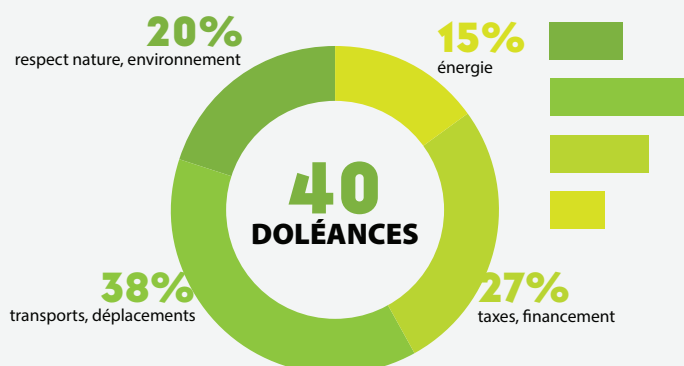


Durant les 45 jours qu'a duré la consultation, 613 doléances ont été déposées par les Unionnais.

Le graphique ci-dessus indique la répartition des propositions selon les thématiques. On peut constater que le tiers des suggestions (31.3%) portent sur des réformes institutionnelles.

La rubrique divers recueille l'ensemble des doléances qui étaient difficiles à classer, ayant pour objet des opinions personnelles sans faire référence à une thématique spécifique.

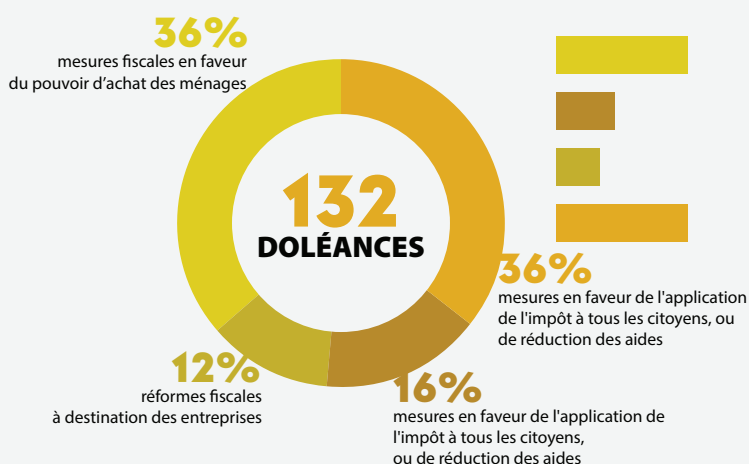
ÉCOLOGIE



Il y a une forte prévalence des doléances sur les transports. La majorité des citoyens ayant participé souhaite le développement rapide des transports doux et propres, surtout en ce qui concerne les échanges commerciaux (réduction de la flotte commerciale en mer, et du frêt routier).

Les doléances relatives à l'écologie se font également l'écho de la volonté de gain de pouvoir d'achat. En effet, nombreuses sont les demandes proposant que la participation financière liée aux questions écologiques doit être en premier lieu être supportée par les industries polluantes, et que la pression fiscale pesant sur les ménages doit être amoindrie.

FISCALITÉ



On peut observer une symétrie entre les doléances réclamant une augmentation des mesures fiscales exercées sur les ménages les plus riches (accompagnées d'un contrôle renforcé), et les mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages. Les personnes ayant apporté leurs propositions ne dessinent pas de parallèle direct entre les deux, mais on peut noter que ce sont deux idées forces s'inscrivant dans le sens d'une meilleure répartition des richesses et des efforts.

Les propositions de réformes fiscales à destination des entreprises portent essentiellement sur un allègement des taxes et impôts exercées sur les PME, et parallèlement sur une augmentation de la pression fiscale exercée sur les grandes entreprises.

Il ressort également une volonté forte de simplification

et de transparence. Toutefois, les doléances relatives aux entreprises ne concernent que 12% des propositions.

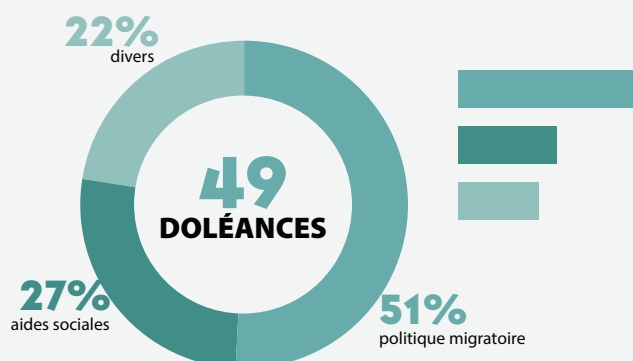
Il ressort également que 16% des participants demandent une application de l'effort fiscal à tous les citoyens, ou de rétablir certains impôts ou encore de supprimer certaines aides.

SOCIÉTÉ

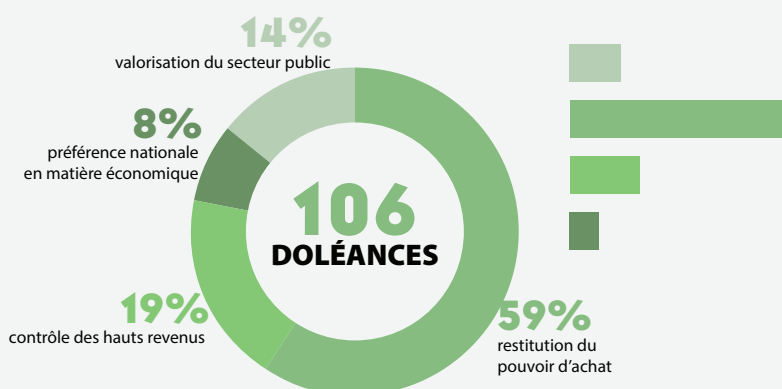
La grande majorité des doléances porte sur la politique migratoire et son contrôle, dans une large optique de préférence nationale.

Les doléances portant sur les aides sociales représentent 21% des réponses apportées. Elles portent très majoritairement sur une volonté de contrôle accru ou une réduction des aides.

Quelques opinions inclassables portent sur de récents débats de société : fin de vie, mariage pour tous, égalité homme-femme, service militaire....



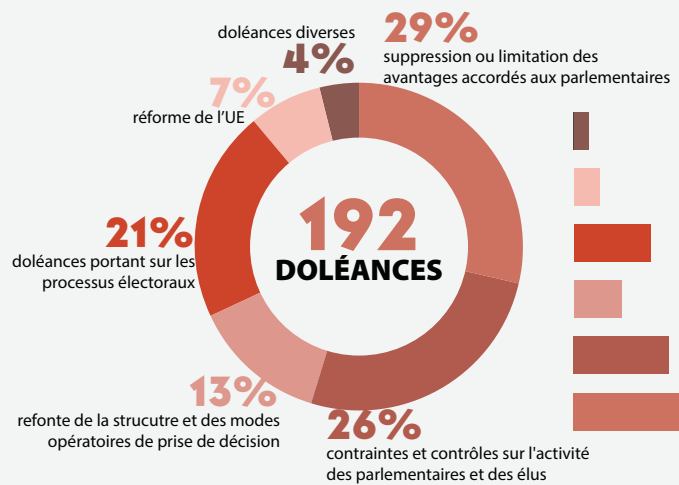
ÉCONOMIE & POUVOIR D'ACHAT



La plus grande part des doléances concernent les transports et les déplacements.

[illegible]

INSTITUTIONS



La majorité des doléances porte sur l'activité parlementaire et son contrôle (55%). 34% des demandes portent sur un accroissement de l'implication citoyenne dans les prises de décision, avec une réforme des processus électoraux, et la mise en place de contrôles et la révision des modes opératoires. comparativement, les volontés de modification profonde de l'UE ne représentent que 7% des participations. Il semblerait que les souhaits de changement concernent avant tout les institutions françaises, et que donc les problèmes sont identifiés comme étant nationaux et non supra-nationaux.

ÉDUCATION

fermeture des écoles musulmanes secrètes	1
rappel aux parents qu'ils ont un devoir d'éducation et sanction si manquement	4
suppression du collège unique	2
diminution des effectifs dans les classes	1
formation des enseignants à enseigner	2
réouverture des collèges techniques	1
augmentation des heures de cours des agrégés	1
diminution des vacances scolaires	1
respect des autres cultures et tolérance	4
développement de l'apprentissage	1
retour de l'éducation civique	1
réduction de la dépendance informatique (fracture numérique)	2
réhabilitation de l'éducation laïque	1
accès à la culture pour tous	1
TOTAL	23

SANTÉ

plus de moyens aux hôpitaux	4
développement de centres médicaux dans les territoires ruraux	1
réforme de la santé	1
suppression de la CMU	2
généralisation de la CMU	1
vente de médicaments à l'unité	1
baisse des honoraires des médecins spécialisés	1
maintien de la sécurité sociale à tout prix	1
augmentation de la production de médicaments	1
prise en charge à 100% des frais médicaux	1
rétablissement de l'accès aux soins de proximité	2
renforcement des contrôles à la fraude à la carte vitale	3
augmentation du personnel médical	1
développement de la recherche fondamentale publique	1
TOTAL	21

DIVERS

limitation des CDD	3
fin de la prise en otage des automobilistes (limitation de vitesse, pollution)	4
démission du Président Macron	2
diminution de la production d'armes	1
arrêt de la persécution des retraités par le Président	1
stop à la violence et à la pornographie	1
peinture rouge pour les ralentisseurs de la commune	1
réduction des inégalités	1
protection des plus faibles	1
réduction de la fracture sociale	1
création d'une tribune libre citoyenne à la TV	1
suppression des sciences sociales du champ d'études du CNRS	1
remboursement par le Président Macron de la piscine et la vaisselle	1
fin du public/privé, seul 2 types de contrats : cadre et non cadre	1
TOTAL	20

JUSTICE

Tolérance 0 et application des peines	3
application du respect des lois dans les quartiers difficiles	3
expulsion des fichés S	2
fin de l'impunité des politiques	3
éclaircissement du rôle des tuteurs et mandataires	1
meilleure formation des juges	1
expulsion des étrangers ayant commis des délits	2
justice indépendante	1
plus de fermeté avec les émigrés délinquants	2
révision de l'indemnisation des victimes	1
réduction des délais de justice	3
création d'un droit d'appel pour les victimes si relaxe ou acquittement	1
régime spécial pour l'exécution des peines des détenus radicalisés	1
suppression des réductions de peines automatiques	1
TIG plutôt que petites peines de prison	1
égalité de traitement devant la justice	3
construction de 2 prisons par Région	1
TOTAL	30

CAHIERS DE
DOLÉANCES



Retrouvez sur le site internet de la ville la copie de toutes les doléances qui ont été adressées durant ces 45 jours d'enquête.

